

Les jeunes Roumains nostalgiques d'une ère communiste qu'ils n'ont pas connue

Deux tiers des adolescents pensent que la vie était meilleure du temps de Nicolae Ceausescu

Bucarest
Correspondant

Quand il n'est pas scotché devant son ordinateur, Stefan Cornea regarde à la télévision « des films qui pulsent ». À 18 ans, ce lycéen bucarestois en a ras-le-bol de la politique, de la Roumanie et de la vie en général. « Il n'y a rien à faire ici, dit-il sur un ton désabusé. C'était mieux avant. Mes parents m'ont raconté comment ça se passait. » Avant, c'est-à-dire au temps de la dictature de Nicolae Ceausescu, tombée en décembre 1989, quatre ans avant la naissance de Stefan. Il n'était pas né lorsque le Conducator enfouit la Roumanie dans une des pires autocraties communistes, mais il est convaincu qu'au temps du « Génie des Carpates », tout allait mieux.

Le jeune Stefan n'est pas un cas isolé en Roumanie. Si la génération du troisième âge a la nostalgie du « bon vieux temps », les jeunes Roumains ont, eux, celle d'un passé qu'ils n'ont pas connu. L'étude « Implication civique et politique des jeunes », effectuée par la fondation Soros à Bucarest et rendue publique mardi 18 septembre, dresse un étonnant portrait de la jeune génération roumaine.

« Deux tiers des adolescents affirment que c'était mieux au temps du communisme, principalement car on respectait davantage la loi, indique Ovidiu Voicu, le coordinateur de cette étude. Ils n'ont pas confiance dans la démocratie ni dans l'éco-

nomie de marché et ne rejettent pas l'idée d'un chef autoritaire. »

Vingt-trois ans après la chute du régime communiste et cinq ans après l'adhésion à l'Union européenne (UE), la Roumanie peine à tourner la page du passé. L'instabilité politique, la crise économique et des dirigeants pas toujours à la hauteur ont plongés les jeunes Roumains dans un malaise profond.

Au lieu de chercher des repères dans l'avenir, ils préfèrent se tour-

« Aujourd'hui, c'est toujours le plus fort qui gagne. Seuls les pauvres respectent la loi »

Stefan Cornea, 18 ans

ner vers un passé qu'ils n'ont pas connu mais qui les fascine. « Franchement, je ne comprends pas, c'est absurde, s'insurge Mugur Ionascu, un retraité qui a connu la répression de la Securitate, la police politique de la dictature. Ils n'ont aucune idée de ce que nous avons vécu à l'époque. Je peux comprendre que les gens de mon âge regrettent la soi-disant sécurité sociale de l'ancien régime, mais si les jeunes se mettent à aimer Ceausescu, cela veut dire que nous avons échoué, que nous avons fait de la prison pour rien. »

Le malaise de la jeunesse rou-

maine s'est amplifié après la crise politique qui a secoué le pays durant l'été. Le conflit aigu entre le premier ministre socialiste Victor Ponta et le président de centre droit Traian Basescu a persuadé une bonne partie des jeunes que les dirigeants ne s'intéressaient pas à leurs problèmes.

Arrivé au pouvoir en mai, le gouvernement socialiste a connu en cinq mois quatre ministères de l'enseignement, et les écoles ont ouvert cette année avec un semaine de retard. La révélation du plagiat de sa thèse de doctorat par le premier ministre a encore un peu plus écorné la crédibilité des dirigeants auprès de la jeunesse. « Du temps de Ceausescu, on aurait été mis en prison pour vol intellectuel, s'exclame Stefan. Aujourd'hui, c'est toujours le plus fort qui gagne, peu importe ce qu'il fait. Seuls les pauvres respectent la loi, les autres n'en font qu'à leur tête. »

L'étude de la fondation Soros souligne aussi que 47% des 14-18 ans estiment que le système d'enseignement actuel est pire que celui de l'époque communiste et que 46% n'ont aucune confiance dans le système de santé. Deux tiers des jeunes souhaitent jamais croiser des Roms, la minorité la plus discriminée du pays.

Sans perspectives d'avenir, ils rêvent de partir en Europe occidentale, où deux à trois millions de leurs compatriotes ont trouvé un travail et des revenus. « La société roumaine oublie le mal qu'a fait le

La Cour constitutionnelle reprend ses droits

La Cour constitutionnelle de Roumanie a retrouvé ses pleins pouvoirs. En juillet, le gouvernement socialiste avait limité ses compétences afin de faciliter la destitution du président de centre-droit, Traian Basescu. « La Cour a décidé à l'unanimité que le décret d'urgence du gouvernement concernant la fonction de la Cour était inconstitutionnel », ont indiqué les juges dans un communiqué rendu public mercredi 19 septembre. La décision du gouvernement a été considérée comme un abus que la Cour a corrigé. La tentative ratée de destitution du président Traian Basescu avait suscité des critiques virulentes de la Commission européenne et du département d'Etat américain, qui ont dénoncé une atteinte à l'Etat de droit en Roumanie. M. Basescu a repris ses fonctions le 21 août après l'invalidation du référendum organisé le 29 juillet pour confirmer sa destitution.

communisme et se projette dans le souvenir d'une utopie, explique Ovidiu Voicu. C'est cet oubli qui pourrait faire des jeunes les proies d'un démagogue souhaitant exploiter leur nostalgie. »

MIREL BRAN

En Belgique, l'« allochtone » redevient un Arabe

Une première page sans photo, avec juste un dessin et un très long texte expliquant pourquoi le journal n'utilisera plus un mot : « allochtone ». Le quotidien néerlandophone belge *De Morgen* a surpris ses lecteurs, jeudi 20 septembre. Alors que la Belgique est, elle aussi, agitée par la diffusion de la vidéo moquant Mahomet et se prépare à des élections municipales où le thème de l'immigration aura une place importante, ce journal de qualité a décidé de lancer un débat qui, même s'il tourne autour d'un mot controversé, n'est pas que sémantique.

En français « allochtone » est, pour l'essentiel, un adjectif et un nom liés à la géologie et à la zoologie, pour décrire soit un déplacement de terrain, soit une espèce animale d'apparition récente dans une région considérée. Le terme anglais – allochthonous – a le même sens. En néerlandais, en revanche, « allochtoon » a servi depuis quarante ans et la proposition d'une sénatrice social-démocrate des Pays-Bas à remplacer les mots « étranger » ou « immigré ».

L'allochtone était celui dont l'un des parents au moins était né à l'étranger et à qui, du coup, était prêtée une situation défavorable dans la société en raison de ses origines ou de sa situation socio-économique. En clair, celui qui nécessitait aide et attention.

Tant aux Pays-Bas qu'en Flandre, la société a beaucoup évolué depuis, entraînant le changement de sens d'un mot devenu plutôt « un code », selon le rédacteur en chef du *Morgen*. Servant à dési-

gner en fait « le musulman, le peu éduqué, le pauvre, l'Arabe, le Nord-Africain, le non-Européen... » Un mot fourre-tout, voire une insulte, servant surtout à marquer la différence prétendument irrémédiable entre « eux » et « nous », allochtones et autochtones. Et masquant le fait que beaucoup de personnes ainsi désignées sont en fait nées ici, a expliqué *De Morgen*.

En tentant de codifier les choses, les Pays-Bas ont ajouté à la confusion et à la stigmatisation : officiellement, on y parle d'allochtones occidentaux et non-occidentaux. Parmi ces derniers sont classés les Turcs, les Africains, les Latino-américains et les Asiatiques, hormis les Japonais et les Indonésiens...

Foin de tout cela, a donc décrié *De Morgen*, suscitant un vif débat parmi son lectorat. « Brûler les livres, c'est très grave, brûler les mots n'est qu'une forme adoucie de cet acte », écrit un opposant sur le site du quotidien.

« Bravo ! » commente, en revanche, une lectrice, déplorant que le mot allochtone ait été « plus vite intégré que les migrants ».

Le quotidien affirme avoir voulu relancer le débat sur la cohabitation multiculturelle et multireligieuse alors que divers incidents viennent d'émailler l'actualité, à Anvers notamment. Analysant les sens contemporains de « l'allochtone », le philosophe Edouard Delruelle dit joliment : « Nous ne sommes pas à l'aise avec ce mot car les problèmes qu'il désigne créent le malaise. »

JEAN-PIERRE STROOBANTS
(BRUXELLES, CORRESPONDANT)



DOLCE & GABBANA.IT

C. ARANE, R. CACAO, F. FRANCESCO SCIANNIA, B. BRENO, P. PLACIDO, G. MARCO TOGNAZZI, F. FLAVIO PARENTE, B. BIANCA BRANDOLINI, D. D'ADDA